

Kinder und Jugendliche Reden zu ihren Rechten mit

Wie steht es um die Kinderrechte in der Schweiz?
Stimmen von Kindern und Jugendlichen im
Berichtsverfahren an die UNO

Les enfants et les jeunes participent à la discussion sur leurs droits

Quelle est la situation des droits de l'enfant en Suisse ?
La parole aux enfants et aux jeunes dans le processus
de rapport de l'ONU

WIR WÜRDEN GERNE MEHR ÜBER POLITIK
ERFAHREN UND EIGENE ERFAHRUNGEN
MIT POLITISCHEN VORGÄNGEN MACHEN.
VOR ALLEM MÖCHTEN WIR, DASS UNSERE
ANLIEGEN UND IDEEN GEHÖRT WERDEN
UND DASS ÜBER DIESE GESPROCHEN WIRD.

Aina und Mona, 11 Jahre

C'EST IMPORTANT POUR MOI
QU'ON ARRIVE À DIMINUER
LE HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE.

Svenja, 14 ans

CHANCENGLEICHHEIT IM
SCHULSYSTEM. ES BRAUCHT
MEHR HEILPÄDAGOGEN, UM
KINDER MIT LERNSCHWÄCHEN
ZU UNTERSTÜTZEN.
AUCH ÄRMERE UND AUSLÄNDISCHE
KINDER SIND BENACHTEILIGT.

Märkus, 14 Jahre

POUR MOI, LE PLUS IMPORTANT
SERAIT LE DROIT À LA PROTECTION
DES ENFANTS CONTRE DES CONTENUS
PORNOGRAPHIQUES SUR INTERNET
CAR MAINTENANT TOUT LE MONDE
A UN NATEL ET L'ACCÈS À CES CONTENUS
EST FACILE.

Anais, 15 ans

KINDER HABEN DAS RECHT
AUF IHREN GLAUBEN
UND DÜRFEN DAFÜR NICHT
DISKRIMINIERT WERDEN.

Thomas, 16 Jahre

LES ENFANTS DOIVENT
AVOIR LE DROIT DE
FERMER LA PORTE DE
LEUR CHAMBRE
QUAND ILS LE VEULENT.

Felix, 11 ans

ES WERDEN IMMER NOCH GRÖSSERE
HÄUSER GEBAUT UND SOMIT GEHT
IMMER NOCH MEHR PLATZ FÜR UNS
KINDER VERLOREN. DAS RECHT AUF
FREIZEIT, SPIEL UND ERHOLUNG WIRD
NICHT EINGEHALTEN!

Aina und Mona, 11 Jahre

JE TROUVE QUE C'EST IMPORTANT
QUE LES ENFANTS PUISSENT DÉCIDER
CE QU'ILS VEULENT DANS LE DOMAINE
DES DROITS DE LA FAMILLE.
SI LES PARENTS SE SÉPARENT,
LES ENFANTS PEUVENT DÉCIDER CHEZ
QU'ILS VEULENT ALLER.

Claire, 14 ans

LE POINT LE PLUS IMPORTANT,
C'EST QUE L'ACCÈS AUX
DROGUES SOIT RENDU PLUS
DIFFICILE ET QUE DES RÈGLES
STRICTES SOIENT ÉLABORÉES
DANS CE DOMAINE.

Laura, 16 ans

WIR FORDERN, DASS DIE
POLITIK DAFÜR SORGT, DASS
WENIGER PLASTIK PRODUZIERT
WIRD. SO WIRD UNSERE
GESUNDHEIT WENIGER
GEFÄHRDET UND DIE UMWELT
NICHT VERSCHMUTZT.

Luis, 13 Jahre

Was sind Kinderrechte?

Kinder und Jugendliche von 0 bis 17 Jahren haben eigene Rechte. Laut der UN-Kinderrechtskonvention sollen sie betreut und begleitet werden und dürfen mitreden, wenn es um Dinge geht, die sie betreffen. Die Kinderrechtskonvention ist ein wichtiger Vertrag zwischen der Schweiz, anderen Ländern und den Vereinten Nationen (UNO). Darin versprechen sie, die Kinderrechte aller Kinder und Jugendlichen zu schützen. Das Dokument erklärt, wer alles als Kind gilt, welche Rechte sie haben und was Regierungen tun müssen, damit es den Kindern und Jugendlichen in ihrem Land gut geht.

Wer überprüft, ob die Kinderrechte eingehalten werden?

Die Kinderrechtskonvention sagt auch, dass Regierungen der UNO berichten müssen, ob sie die Kinderrechte auch wirklich einhalten. Der Kinderrechtsausschuss der UNO prüft dies. Dabei können auch Kinder und Jugendliche dem UNO-Ausschuss mitteilen, ob ihre Rechte eingehalten sind und was getan werden muss, damit sie sicher sind, sich wohlfühlen, sich entwickeln und mitreden können. Denn sie haben das Recht, bei Themen, die sie betreffen, mitzureden. Die Erwachsenen müssen ihnen zuhören und sie ernst nehmen.

Wer hat beim Projekt mitgemacht?

Das Netzwerk Kinderrechte Schweiz und weitere Kinderrechtsorganisationen haben darum gemeinsam mit Kindern und Jugendlichen in der Schweiz ein Projekt gemacht, damit ihre Stimmen vom Kinderrechtsausschuss gehört werden. Kinder und Jugendliche haben sich an der eidgenössischen Jugendsession, der nationalen Kinderkonferenz, in Schulklassen und im Jugendparlament des Kantons Zürich mit ihren Rechten beschäftigt. Fast 200 Kinder und Jugendliche zwischen 9 und 21 Jahren haben mitgemacht.

Wie geht es weiter?

Im Juli 2019 hat das Netzwerk Kinderrechte Schweiz die Meinungen und Forderungen der Kinder und Jugendlichen dem Kinderrechtsausschuss der Vereinten Nationen (UNO) geschickt. Der Kinderrechtsausschuss macht nun bis im Oktober eine Liste mit Fragen, wie die Kinderrechte in der Schweiz eingehalten sind. Die Schweizer Regierung muss dann auf diese Fragen Antwort geben und erklären, was sie für die Kinderrechte in der Schweiz tut. Auch Kinder und Jugendliche können der UNO mitteilen, ob die Kinderrechte eingehalten sind. Damit dies auch passiert, wird es im Jahr 2020 einen nächsten Bericht von Kindern und Jugendlichen aus der Schweiz an die UNO geben.

Diese Themen sind Kindern und Jugendlichen aus der Schweiz wichtig:

- Mitreden bei Themen, die sie etwas angehen: In der Familie, in der Schule oder auch in der Politik
- Gleiche Chancen für alle, auch migrierte und geflüchtete Kinder und Jugendliche
- Mitsprache in der Familie, z.B. bei Streit oder bei Scheidung der Eltern
- Keine Gewalt in der Familie und Hilfe bei Konflikten
- Keine Diskriminierung betreffend Geschlecht, Herkunft, Glaube und sexueller Orientierung
- Unterstützung bei Mobbing und Problemen in der Schule
- Kinderschutz auf dem Handy, im Internet und in den sozialen Medien
- Umweltschutz
- Mehr über die Kinderrechte lernen
- Recht auf Privatsphäre haben
- Genügend Spielraum haben
- Umgang mit Sucht und Drogen
- Unterstützung der seelischen Gesundheit, z.B. Prävention von Suizid

Zum Netzwerk Kinderrechte Schweiz zählen über 50 Nichtregierungsorganisationen, die sich für die Anerkennung und Umsetzung der Kinderrechte in der Schweiz einsetzen. Folgende Partnerorganisationen haben das Projekt umgesetzt:

Les droits de l'enfant – de quoi s'agit-il ?

Les enfants et les jeunes de 0 à 17 ans disposent de droits particuliers. Selon la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant, elles et ils doivent être accompagnés et pouvoir participer aux discussions qui les concernent. La Convention relative aux droits de l'enfant est un contrat important entre la Suisse, les autres pays et les Nations Unies (ONU). Par celui-ci, les parties s'engagent à ce que toutes les enfants et les jeunes puissent bénéficier de leurs droits. Le document définit qui est considéré comme un enfant, quels sont leurs droits et ce que les gouvernements doivent faire pour assurer leur bien-être.

Qui vérifie si les droits de l'enfant sont respectés ?

La Convention relative aux droits de l'enfant précise aussi que les gouvernements doivent rapporter à l'ONU s'ils respectent effectivement les droits de l'enfant. C'est le Comité des droits de l'enfant de l'ONU qui se charge de le vérifier. Dans ce processus, les enfants et les jeunes peuvent aussi communiquer au comité de l'ONU si leurs droits sont respectés et ce qu'il faudrait faire pour s'assurer que les enfants et les jeunes se sentent bien, se développent et puissent participer aux discussions. Car ces derniers ont le droit de participer lorsqu'il s'agit de thèmes qui les concernent. Les adultes doivent les écouter et les prendre au sérieux.

Qui a participé au projet ?

Le Réseau suisse des droits de l'enfant et d'autres organisations engagées pour les droits de l'enfant ont ainsi réalisé un projet participatif avec des enfants et des jeunes visant à faire entendre leur voix auprès du Comité des droits de l'enfant de l'ONU. La Session fédérale des jeunes, la Conférence nationale des enfants, des classes scolaires et le parlement des jeunes du canton de Zurich ont permis aux enfants et aux jeunes de se pencher sur leurs droits. Près de 200 enfants et jeunes entre 9 et 21 ans ont ainsi participé au projet.

Quelle est la suite ?

En juillet 2019, le Réseau suisse des droits de l'enfant a transmis au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies les opinions et les revendications des enfants et des jeunes. Le Comité des droits de l'enfant établit d'ici octobre une liste avec des questions afin de voir comment les droits de l'enfant sont respectés en Suisse. Le gouvernement suisse devra ensuite répondre à ces questions et expliquer ce qu'il entreprend pour les droits de l'enfant dans son pays. Les enfants et les jeunes peuvent aussi indiquer à l'ONU si les droits de l'enfant sont respectés. Pour vérifier que la situation évolue, les enfants et les jeunes de Suisse remettront un nouveau rapport à l'ONU en 2020.

Ces thèmes sont importants pour les enfants et les jeunes de Suisse :

- Participer aux discussions portant sur des thèmes qui les concernent : au sein de la famille, à l'école mais aussi en politique
- Égalité des chances pour tou·tes, y compris les enfants et les jeunes ayant fui ou issues de l'immigration
- Participation au sein de la famille, p.ex. en cas de dispute ou de divorce des parents
- Pas de violences dans la famille et aide en cas de conflits
- Aucune discrimination fondée sur le genre, l'origine, la croyance ou l'orientation sexuelle
- Soutien en cas de harcèlement moral et de problèmes à l'école
- Protection des enfants sur le portable, Internet et les réseaux sociaux
- Protection de l'environnement
- En apprendre davantage sur les droits de l'enfant
- Droit au respect de la sphère privée
- Avoir suffisamment d'espaces de jeu
- Gestion de la dépendance et des drogues
- Soutien de la santé psychique, p.ex. prévention du suicide

Le Réseau suisse des droits de l'enfant regroupe plus de 50 organisations non gouvernementales qui s'engagent pour la reconnaissance et l'application des droits de l'enfant en Suisse. Les organisations partenaires suivantes ont réalisé le projet :